

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

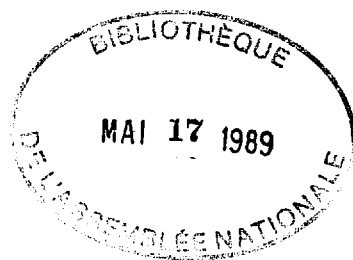
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 144

Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu

Présentation

Présenté par
M. André Bourbeau
Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu



Éditeur officiel du Québec
1989

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi apporte quelques modifications à la Loi sur la sécurité du revenu.

Il prévoit d'abord que les personnes qui refusent ou abandonnent un emploi auront droit au même barème que celles qui refusent ou abandonnent une mesure de développement de l'employabilité.

D'autre part, ce projet vise à préciser le moment à partir duquel le ministre peut effectuer des retenues à même les prestations versées à une personne à qui un trop-payé a été établi; il prévoit également certaines modalités d'application des dispositions de la Loi sur la sécurité du revenu à l'égard des trop-payés établis en vertu de la Loi sur l'aide sociale.

Ce projet ajoute par ailleurs une disposition permettant la mise en oeuvre d'une entente d'échange de renseignements entre la Commission de la santé et de la sécurité du travail et le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Il prévoit également une disposition pénale portant sur la transmission ou la production de faux renseignements.

Finalement, certaines modifications de concordance sont apportées par ce projet de loi.

LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET:

- Loi sur la sécurité du revenu (1988, chapitre 51).

Projet de loi 144

Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 17 de la Loi sur la sécurité du revenu (1988, chapitre 51) est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit: « ou s'il a manqué, depuis moins de 12 mois, à l'une des obligations prévues aux articles 28 et 29. ».

2. L'article 44 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de ce qui suit: « délivré un tel certificat » par ce qui suit: « émis l'avis prévu à l'article 41 ».

3. L'article 49 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, de ce qui suit: « *d* du premier alinéa de l'article 776.21 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) tels qu'ils se lisaient dans leur application à l'année d'imposition 1986 » par ce qui suit: « *c* du premier alinéa de l'article 776.29 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) »;

2° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes de la partie qui précède le paragraphe 1° du quatrième alinéa, de ce qui suit: « *d* du premier alinéa de l'article 776.21 de la Loi sur les impôts tel qu'il se lisait dans son application à l'année d'imposition 1986 » par ce qui suit: « *c* du premier alinéa de l'article 776.29 de la Loi sur les impôts ».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 68, du suivant:

« **68.1** La Commission de la santé et de la sécurité du travail peut, malgré l'article 174 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail

(L.R.Q., chapitre S-2.1), communiquer au ministre tout renseignement et toute information nécessaires à l'application de la présente loi. ».

5. L'article 85 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **85.** Est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 250 \$ et d'au plus 1 500 \$ toute personne qui produit ou transmet un document susceptible d'être utilisé comme pièce justificative pour l'application d'un programme institué par la présente loi, notamment un document constatant un contrat de bail ou de prêt, un document relatif à l'état civil ou à l'état physique ou mental d'une personne, un reçu, un relevé d'emploi ou de revenu, alors qu'elle sait ou aurait dû savoir que le document contient un renseignement faux ou trompeur ou que le document est faux ou trompeur par l'omission d'un renseignement. ».

6. L'article 137 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« L'avis de réclamation d'une somme recouvrable en vertu de l'article 25 de la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16) équivaut à une mise en demeure au sens de l'article 41 de la présente loi lorsque la personne à qui cet avis a été adressé a effectué au moins un versement ou a conclu une entente avec le ministre en vue du remboursement de la somme réclamée.

Le ministre peut, sans autre formalité, opérer compensation, conformément aux dispositions de l'article 44, sur la prestation du débiteur ou de sa famille si l'aide qui leur a été versée en application de la Loi sur l'aide sociale a déjà fait l'objet d'une réduction en vertu du troisième alinéa de l'article 25 de cette loi. ».

7. L'article 140 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **140.** La prestation du programme prévu au chapitre III de la présente loi est calculée :

1° pour l'année 1988, sans tenir compte du paragraphe 4° de l'article 48;

2° pour les années 1988 et 1989, sans tenir compte du paragraphe 5° du même article.

« **140.1** Dans un règlement, arrêté, décret, contrat, entente ou autre document, tout renvoi à la Loi sur l'aide sociale ou à une de ses dispositions est censé être un renvoi à la Loi sur la sécurité du revenu ou à la disposition équivalente de cette loi. ».

8. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur du chapitre II de la Loi sur la sécurité du revenu à l'exception des articles 3 et 5 et de l'article 7, dans la mesure où ce dernier édicte l'article 140 de cette loi, qui entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) et qui ont effet depuis le 1^{er} janvier 1988.